

L'interview de la semaine

Paraît chaque samedi

Kishore Mahbubani, ancien diplomate et professeur à l'Université de Singapour

«Le découplage économique entre les pays industrialisés et l'Asie émergente est un mythe»

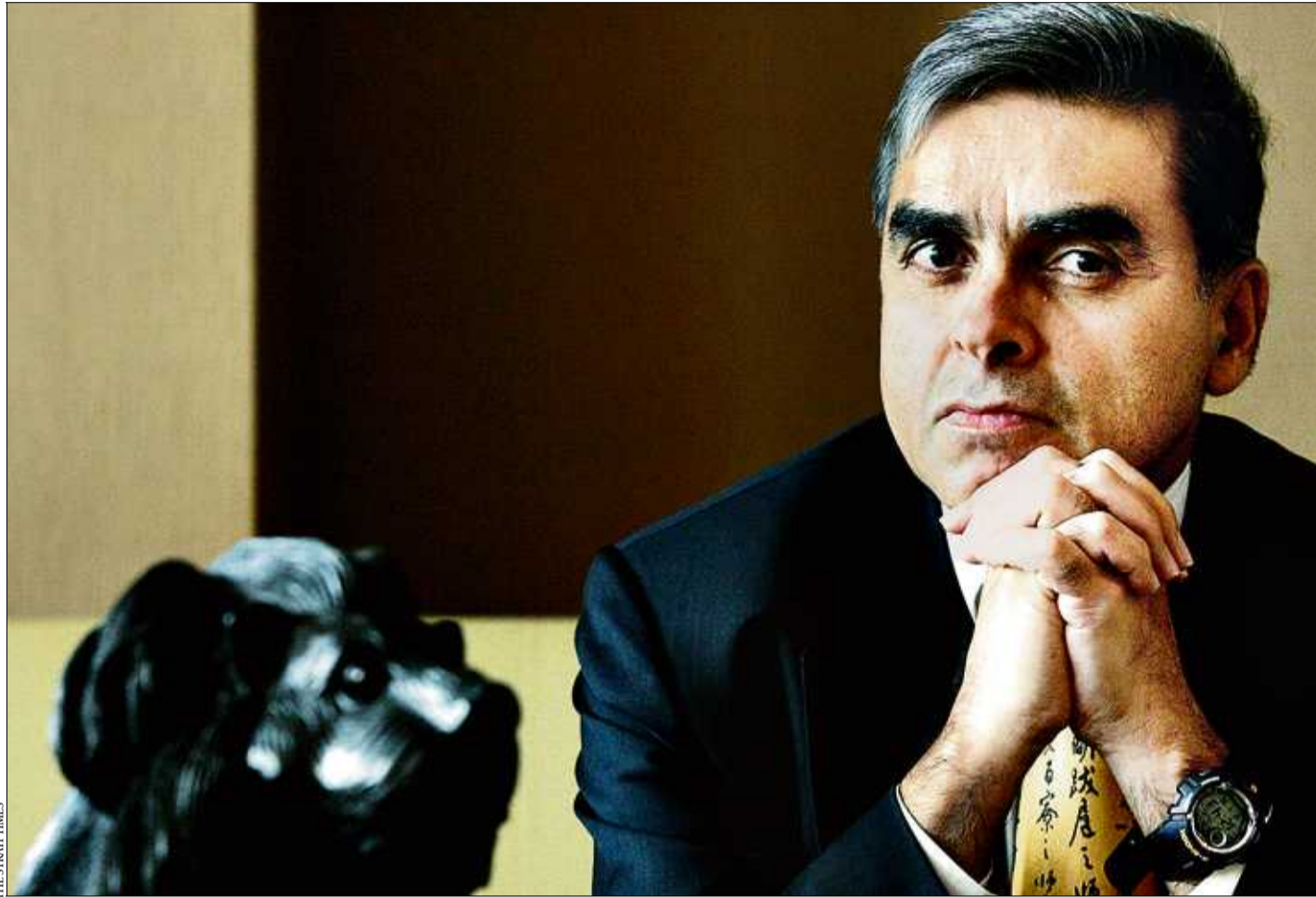
Ram Etwareea

«Les Asiatiques rêvent de prospérité depuis des siècles. Aujourd'hui, ils pensent que celle-ci est à leur portée. Ils veulent réussir comme les Américains et les Européens. Beaucoup d'esprits les regardent comme une menace. La bonne nouvelle est que l'Asie veut imiter l'Occident, et non le dominer.»

Dans son dernier livre *The New Asian Hemisphere: The Irresistible Shift of Global Power*, Kishore Mahbubani, ancien diplomate de Singapour, défend la thèse que le développement du continent asiatique est une chance pour toute la planète. Dans une interview accordée au *Temps*, il affirme que la théorie de découplage économique entre les pays industrialisés et l'Asie est un mythe et que ce sont les consommateurs américains qui font tourner les usines chinoises.

Le Temps: Vous parlez de la montée en puissance de l'Asie. Mais le continent compte plusieurs centaines de millions de personnes qui survivent avec moins d'un dollar par jour. Comment expliquez-vous cette contradiction?

Kishore Mahbubani: Les tendances racontent une autre histoire. En moins de trente ans, la Chine a réduit le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar de 600 à 200 millions. L'Inde connaît aussi une forte baisse de la pauvreté. Grâce à l'Asie, les Nations unies atteindront les «Objectifs du millénaire» qui visent à réduire la pauvreté de 50% d'ici à 2015. La contradiction que vous évoquez est pourtant réelle. L'Asie n'est pas un continent riche, certes. En 2050 toutefois, elle abritera trois des quatre plus grandes économies mondiales, selon Morgan Stanley: la Chine, l'Inde et le Japon. Aucun pays européen ne figurera parmi les grands. Ce sera une nouveauté. Certains pays d'Asie – Hongkong, Taïwan, Singapour et la Corée du Sud – sont déjà aussi prospères



Kishore Mahbubani: «Nous nous dirigeons sans doute vers la fin de la domination occidentale, mais cela n'est pas un but en soi. La civilisation occidentale et ses valeurs – la démocratie, l'Etat de droit, la méritocratie, le pragmatisme primeront pendant longtemps.» SINGAPOUR, MARS 2008

que de nombreux pays occidentaux. L'Asie a accumulé des réserves de 3000 milliards de dollars grâce aux excédents commerciaux. Aujourd'hui, elle vole au secours des entreprises occidentales en difficulté ou achète des bons du Trésor américain.

– Dans votre livre, vous affirmez que les pays du Nord ne sont pas heureux de la montée en puissance de l'Asie. Pourquoi?

– Les Etats-Unis et l'Europe auraient dû célébrer notre épanouissement. Or ils se sentent menacés, à tort. Ils craignent de devoir

abandonner leur pouvoir dans la gouvernance de la planète. Mais ce serait plus intelligent qu'ils le partagent au lieu de vouloir s'y agripper. L'Asie ne veut pas le pouvoir, elle veut être un partenaire. L'Occident représente 14% de la population mondiale, contre 86% pour le reste du monde. Il devrait accepter la participation de cette majorité à la conduite des affaires du monde, pour sa propre stabilité.

– Vous dites que l'Asie est devenue le moteur de l'économie mondiale. Croyez-vous au découplage entre

les pays industrialisés et les économies émergentes?

– Pas du tout. Le découplage est un mythe. Il existe aujourd'hui une forte interdépendance du fait de la mondialisation. Prenons l'exemple de la Chine et des Etats-Unis. D'un côté, les usines chinoises ont besoin du vaste marché américain pour écouler leurs produits. De l'autre, les Etats-Unis comptent sur la Chine pour leur acheter les bons du Trésor américain, ce qui les aide à maintenir les taux d'intérêt à un bas niveau. Les exportateurs asiatiques ne seront pas épargnés en cas de

récession aux Etats-Unis. Les consommateurs américains font tourner les usines en Chine, en Inde et dans les autres pays. En réalité, la mondialisation unit les pays en période de croissance, comme en temps de crise.

– Les investissements chinois et indiens se multiplient en Afrique, ce qui suscite des critiques en Europe, aux Etats-Unis, mais aussi de l'OCDE et de la Banque mondiale. Qu'en pensez-vous?

– Nous devrions avoir un peu de respect pour les dirigeants africains qui, en toute connaissance de cause, ont accepté d'accueillir les capitaux chinois ou indiens. Ces investissements ont changé la vie de beaucoup de gens en quelques années seulement. On ne peut pas en dire autant pour les investisseurs européens actifs en Afrique depuis des décennies. Ils ont favorisé une élite locale qui leur a ouvert l'accès aux matières premières. Certains dirigeants africains regardent encore vers l'Europe; ils sont faibles et veulent continuer à vivre de l'aide étrangère. Ils n'ont pas coupé le cordon ombilical avec les anciens maîtres.

– Vous parlez du réveil de l'Asie. N'est-ce pas plutôt celui des pays émergents en général tels que le Brésil, l'Afrique du Sud, la Russie?

– La revendication d'une nouvelle gouvernance politique et économique du monde est effectivement partagée par de nombreux pays. Sans cette démocratie élargie, les citoyens de ces pays ne se sentiraient pas partie prenante des institutions internationales comme l'ONU et son Conseil de sécurité. Le G7, par exemple, regroupe les puissances économiques du passé et ignore l'Asie qui pourtant incarne l'avenir.

– Vous accusez les Etats-Unis et l'Europe de bloquer les négociations du Cycle de Doha. Les pays du Sud n'ont-ils pas aussi une responsabilité?

Un provocateur

Kishore Mahbubani est né de parents indiens établis à Singapour. Il a fait des études en philosophie à Singapour, au Canada et aux Etats-Unis. Il a commencé sa carrière diplomatique avec une première affectation au Cambodge en 1971, puis en Malaisie, aux Etats-Unis et enfin auprès de l'ONU à New York. Il est aujourd'hui doyen et professeur à la Lee Kuan Yew School of Public Policy, attachée à l'Université de Singapour. En 2005, il a été classé parmi les cent intellectuels qui comptent au monde par le magazine américain *Foreign Policy*. A l'image de nombreux penseurs chinois ou indiens, Kishore Mahbubani défend une vision asiatique de la marche des affaires du monde.

L'ancien diplomate a publié plusieurs essais et livres, dont *Can Asians think?* et *Beyond the Age of Innocence: Rebuilding Trust between America and The World*.

The Economist résume le personnage et son dernier livre: «C'est une polémique anti-occidentale écrite pour réveiller les Américains et les Européens en les mettant en colère. Cet objectif sera atteint.» **R. E.**

«L'Asie n'a pas de projet de domination»

Dans un volet plus politique, le professeur singapourien évoque les liens qui unissent les pays d'Asie

Le Temps: Peut-on parler de destin commun en Asie alors que le continent n'est pas homogène?

Kishore Mahbubani: Beaucoup de liens historiques et traditionnels unissent nos pays et nos peuples. L'immigration et le brassage des populations datent de plusieurs siècles. Le bouddhisme, fortement implanté au Japon, en Corée du Sud, en Chine, en Thaïlande, au Sri Lanka, est parti de l'Inde au III^e siècle. C'est un facteur réunificateur. Le projet Nalanda sera concrétisé dans quelques années. Il s'agit de réaménager l'endroit où est né Gautama Bouddha en lieu de pèlerinage. Les travaux avancent sous la supervision du Prix Nobel de l'Economie Amartya Sen. Il est prévu de construire des hôtels, des aéroports et autres infrastructures religieuses et culturelles pour accueillir les adeptes. Un tel projet nécessite de grands investissements. Il ne

serait pas réalisable si les pays n'avaient pas de volonté de tisser de liens. Aujourd'hui, nous sommes unis grâce à une histoire commune.

– Vous semblez ignorer les divisions qui rongent l'Asie?

– Les tensions sont en effet nombreuses, par exemple entre l'Inde et le Pakistan et entre l'Inde et la Chine. Il n'y a cependant pas de guerre ouverte entre pays. Nous sommes au début de notre développement économique, et à ce stade, tout est fragile. Il n'empêche que les perspectives de paix sont fortes parce que les pays sont de plus en plus liés entre eux, culturellement, mais aussi par le commerce et les investissements. Le Sri Lanka et Myanmar sont les points noirs, mais regardez Aceh. Nous avons résolu le conflit entre cette province et le pouvoir central indonésien très rapidement. L'Inde, la plus grande démocratie au monde, croît à une grande vitesse, et si le gâteau est partagé équitablement, les risques de conflits régionaux diminueront rapidement.

Dans le domaine de la paix et de la sécurité, l'Europe est notre

modèle. C'est la région la plus stable au monde depuis cinquante ans. Il faut néanmoins rappeler son échec dans les Balkans, dans le Caucase et aussi en Asie centrale. L'Europe ne peut pas non plus être fière de sa présence en Afrique durant plus de cinquante ans. La situation s'est détériorée, même des pays stables comme la Côte d'Ivoire sont aujourd'hui déchirés.

– Vos thèses sont-elles sous-tendues par un esprit de revanche de l'Asie sur l'Occident?

– Je pense exactement le contraire. Nous nous dirigeons sans doute vers la fin de la domination occidentale, mais cela n'est pas un objectif en soi. La civilisation occidentale et ses valeurs primeront pendant longtemps. Du reste, nous voulons les reproduire chez nous: la démocratie, l'Etat de droit, la méritocratie, la loi du marché, la lutte contre la corruption et la pauvreté, la science et la technologie, le pragmatisme, une culture de paix et l'éducation. Par contre, nous nous opposons au statu quo dans les relations internationales. Il est inacceptable que le poste de directeur du Fonds

monétaire international soit réservé à un ressortissant européen, et celui de la Banque mondiale à un Américain. Cela est absurde. C'est comme si les 3,5 milliards d'Asiatiques ne comptaient pas. Le secteur privé européen ou américain est beaucoup plus ouvert: les entreprises embauchent des personnes à cause de leur talent.

– Franchement, pour conclure, votre livre n'est-il pas plutôt un pamphlet anti-occidental?

– Mon livre devrait aider l'Occident à s'ajuster aux changements profonds en cours dans l'histoire de l'humanité. Contrairement à l'Occident, l'Asie n'a pas de projet de domination. Les Asiatiques demandent à être considérés comme des partenaires qui ont les mêmes rêves que les Européens et les Américains, c'est-à-dire de pouvoir offrir une meilleure vie à leurs enfants. Nous ne voulons pas autre chose. Mon livre peut apparaître comme une pilule difficile à avaler, mais aussi contribuer à construire une société plus saine, plus équitable, plus sûre et plus prospère pour tout le monde. **Propos recueillis par R. E.**

– C'est avant tout le manque de volonté des Etats-Unis et de l'UE d'abolir les subventions agricoles et d'ouvrir leurs marchés qui est en cause. Ils poursuivent une politique autodestructrice. S'ils veulent combattre l'immigration et l'insécurité, ils devraient précisément laisser les pays d'Afrique développer leur agriculture. En matière de commerce, l'Europe pourrait s'inspirer de la Chine, qui exporte la prospérité en Asie du Sud-Est en ouvrant son marché. Les Etats-Unis et l'UE doivent comprendre qu'il est de leur propre intérêt de conclure les négociations. Le nombre d'agriculteurs américains et européens heureux de recevoir des subventions n'est rien par rapport au nombre de personnes qui subissent les conséquences néfastes de ces mêmes subventions.

– Que pensez-vous des fonds souverains investissant dans des sociétés comme UBS et du manque de transparence qu'on leur reproche?

– Ces fonds n'ont pas d'agenda politique. La réalité est que de nombreux pays disposent d'excédents commerciaux qu'ils cherchent à rentabiliser. On devrait se réjouir de ce qu'ils apportent des liquidités aux institutions financières en difficulté. Imaginez les conséquences si cet apport n'était pas disponible.

– Quelle est votre lecture de l'émergence des multinationales du Sud sur la scène mondiale?

– Jusqu'à assez récemment, l'Europe et les Etats-Unis prêchaient pour la liberté des investissements. Aujourd'hui, alors que des sociétés du Sud montrent des ambitions globales, ils refusent les mêmes règles du jeu. Plusieurs opérations n'ont pas eu lieu à cause d'obstructions nationalistes. Je pense cependant que des fusions et des acquisitions se poursuivront indépendamment de la nationalité des entreprises.